



Odycé SAS
Membre de Moore Global
17, Bd A. Cieussa, 13007 Marseille
7, rue de Madrid 75008 Paris

Association A.P.A.J.H du Val d'Oise

Association Loi 1901
RNA : W952001206
Siège social : 5, rue Pasteur
95150 TAVERNY

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Odycé SAS - Membre de Moore Global

SAS au capital de 150 000 euros

RCS Marseille 343 276 580

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale d'Aix-en-Provence-Bastia



Association A.P.A.J.H du Val d'Oise

Association Loi 1901

RNA : W952001206

Siège social : 5, rue Pasteur

95150 TAVERNY

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association A.P.A.J.H du Val d'Oise,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association l'APAJH du Val d'Oise relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne :

- Les créances
- Les provisions pour risques et charges
- Les fonds dédiés

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.



Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 27 juin 2025,
Le commissaire aux comptes,

Signé par :

F34B4AE4D620461...

Aurélie LAFITTE

Odycé SAS

Membre de Moore Global



COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024



A.P.A.J.H du Val d'Oise
5 rue Pasteur
95150 TAVERNY



BILAN ACTIF

BILAN ACTIF					
ACTIF	31/12/2024			31/12/2023	VARIATION
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles	1 594 862	1 359 284	235 578	231 184	4 394
Frais d'établissement	437 283	334 929	102 354	14 033	88 321
Frais de recherche et de développement			0		0
Donations temporaires d'usufruit			0		0
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 146 512	1 024 355	122 157	171 285	-49 128
Immobilisations incorporelles en cours			0		0
Avances et acomptes	11 067		11 067	45 866	-34 799
Immobilisations corporelles	63 839 453	37 420 987	26 418 466	23 831 034	2 587 432
Terrains	4 346 376	0	4 346 376	4 277 595	68 781
Constructions	33 386 351	22 095 796	11 290 555	12 153 813	-863 258
Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 629 016	3 557 404	1 071 612	1 102 207	-30 595
Autres immobilisations corporelles	16 130 099	11 767 787	4 362 312	4 146 335	215 977
Immobilisations corporelles en cours	5 347 611		5 347 611	2 151 085	3 196 526
Avances et acomptes			0	0	0
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>					0
Immobilisations financières	1 981 256	0	1 981 256	1 751 373	229 883
Participations et Créances rattachées	16 509		16 509	1 509	902 605
Autres titres immobilisés	904 114		904 114	815 994	20 942
Prêts	836 936		836 936	718 867	-495 169
Autres	223 698		223 698	215 003	8 695
Total I	67 415 571	38 780 271	28 635 300	25 813 591	2 821 709
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours	2 615		2 615	3 353	-738
Avances et acomptes versés sur commandes	6 115		6 115	29 054	-22 939
Créances			0		0
Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 789 552	87 457	2 702 095	2 537 094	165 001
Créances reçues par legs ou donations			0		0
Autres	861 157		861 157	573 232	287 925
Valeurs mobilières de placement	19 527 816		19 527 816	19 031 013	496 803
Instruments de trésorerie					0
Disponibilités	7 720 763		7 720 763	9 634 990	-1 914 227
Charges constatées d'avance	241 336		241 336	291 901	-50 565
Total II	31 149 354	87 457	31 061 897	32 100 636	-1 038 739
Frais d'émission des emprunts (III)					0
Primes de remboursement des emprunts (IV)					0
Ecart de conversion Actif (V)					0
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	98 564 925	38 867 728	59 697 197	57 914 227	1 782 970



BILAN PASSIF

BILAN PASSIF			
PASSIF	31/12/2024	31/12/2023	VARIATION
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS			
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	2 483 927	2 483 927	- 0
Fonds propres statutaires	47 224	47 224	- 0
Fonds propres complémentaires	2 436 703	2 436 703	- 0
Fonds propres avec droit de reprise	2 446 720	2 446 720	-
Fonds statutaires			-
Fonds propres complémentaires	2 446 720	2 446 720	-
Ecarts de réévaluation			-
Réserves	29 540 760	24 488 146	5 052 614
Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	- 17 326 332	12 258 252	- 29 584 584
Réserves statutaires ou contractuelles	322 486	322 486	-
Réserves pour projet de l'entité			-
Autres	29 218 274	24 165 660	5 052 614
Report à nouveau	- 5 650 771	232 806	5 883 577
Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	- 2 477 665	3 372 956	- 5 850 621
Excédent ou déficit de l'exercice	880 830	- 1 004 377	1 885 207
Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	649 838	- 757 644	1 407 482
Situation nette (sous total)	29 701 466	28 647 222	1 054 244
Fonds propres consommables			-
Subventions d'investissement	1 345 844	1 476 258	- 130 414
Provisions réglementées	3 197 390	2 855 702	341 688
Total I	34 244 700	32 979 182	1 265 518
FONDS REPORTES ET DEDIES			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			-
Fonds dédiés	8 306 706	8 219 627	87 079
Total II	8 306 706	8 219 627	87 079
PROVISIONS			-
Provisions pour risques	670 000	275 000	395 000
Provisions pour charges	179 936	128 702	51 234
Total III	849 936	403 702	446 234
DETTES			-
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 871 809	6 946 823	- 75 014
Emprunts et dettes financières diverses (dont découvert)	5 492	5 492	0
Avances et acompte reçus sur commandes	4 139	-	4 139
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	1 781 140	1 876 364	- 95 224
Dettes des legs ou donations	-	-	-
Dettes fiscales et sociales	7 472 654	7 105 792	366 862
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 731	2 731	0
Autres dettes	157 888	100 914	56 974
Instruments de trésorerie	-	-	-
Produits constatés d'avance	-	273 600	- 273 600
Total IV	16 295 854	16 311 716	- 15 862
Ecarts de conversion Passif (V)			-
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	59 697 197	57 914 227	1 782 969



COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT			
COMPTE DE RESULTAT	31/12/2024	31/12/2023	VARIATION
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations	8 618	3 968	4 650
Ventes de biens et services	5 308 282	5 149 721	158 561
Ventes de biens	0	0	0
dont ventes de dons en nature	0	0	0
dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales	0	0	0
Ventes de prestations de service	5 308 282	5 149 721	158 561
dont parrainages	0	0	0
dont ventes de prestations de services relatives aux activités sociales	5 308 282	5 149 721	
Production stockée	0	0	0
Production immobilisée	16 715	9 110	7 605
Produits de tiers financeurs	57 871 365	56 679 388	1 191 977
Concours publics et subventions d'exploitation	57 871 365	56 680 346	1 211 019
dont Contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales	57 503 469	56 660 346	
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	0	0	0
Ressources liées à la générosité du public	0	19 042	-19 042
Dons manuels	0	19 042	-19 042
Mécénats	0	0	0
Legs, donations et assurances-vie	0	0	0
Contributions financières	0	0	0
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	402 032	455 314	-53 282
Utilisations des fonds dédiés	1 070 182	717 538	352 644
Autres produits	941 140	938 887	4 253
Total I	65 618 335	63 951 926	1 666 409
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises	0	0	0
Variation de stock	738	-1 991	2 729
Autres achats et charges externes	13 867 020	13 540 395	326 625
Aides financières	0	0	0
Impôts, taxes et versements assimilés	3 261 210	3 518 121	-256 911
Salaires et traitements	30 819 404	31 306 602	-487 198
Charges sociales	12 468 010	12 733 423	-265 413
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 755 970	2 669 023	86 947
Dotations aux provisions	430 000	204 799	225 201
Report sur fonds dédiés	1 157 261	1 535 012	-377 751
Autres charges	35 441	66 155	-30 714
Total II	64 795 054	65 571 539	-776 485
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	823 282	-1 619 613	2 442 895
PRODUITS FINANCIERS			
De participation	0	0	0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	596 735	811 511	-214 776
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	0	15 041	-15 041
Différences positives de change	0	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0	0
Total III	596 735	826 552	-229 817
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	51 234	32 208	19 026
Intérêts et charges assimilées	211 601	170 515	41 086
Différences négatives de change	0	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	244	441 909	-441 665
Total IV	263 079	644 632	-381 553
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	333 656	181 920	151 735
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	1 156 937	-1 437 693	2 594 630
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion	85 803 13	541 356	-415 706
Sur opérations en capital	190 958 31	167 105	-101 221
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	13 637	23 318	-9 681
Total V	290 398	731 779	-441 380
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion	125 650	24 465	101 185
Sur opérations en capital	65 884	44 892	20 992
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	355 325	115 214	240 111
Total VI	546 859	184 571	362 288
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-256 460	547 208	-803 668
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	19 647	113 893	-94 246
Total des produits (I + III + V)	66 505 469	65 510 257	995 212
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	65 624 638	66 514 635	-889 997
EXCEDENT OU DEFICIT	880 830	-1 004 378	1 885 208
Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	649 838	-754 644	1 404 482
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature	0	0	0
Prestations en nature	0	0	0
Bénévolat	115 164	109 060	6 104
TOTAL	115 164	109 060	6 104
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature	0	0	0
Mises à disposition gratuite de biens	0	0	0
Prestations en nature	0	0	0
Personnel bénévole	115 164	109 060	6 104
TOTAL	115 164	109 060	6 104



ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

I. PREAMBULE

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024 sont caractérisés par les données suivantes :

▪ Total du bilan :	59 697 197 Euros
▪ Total des produits d'exploitation :	65 618 335 Euros
▪ Excédent comptable de l'exercice :	880 830 Euros

L'exercice comptable a eu une durée de 12 mois couvrant la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024, l'exercice précédent clos le 31 décembre 2023 couvrait également une période de 12 mois.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels de l'Association A.P.A.J.H du Val d'Oise arrêtés par le conseil d'administration de l'Association en date du 26 mai 2025.

L'annexe comporte les informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat. Les informations sont présentées dans l'annexe des comptes dans l'ordre selon lesquels les postes auxquels elles se rapportent sont présentés dans le bilan et le compte de résultat. Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'Association A.P.A.J.H du Val d'Oise. Sauf indication contraire les éléments des notes seront exprimés en Euros.

L'excédent comptable de l'exercice de 880.830 Euros se répartit en :

- Du résultat (- Déficit) comptable « Activité sous gestion propre » : +230.992€
- Du résultat (- Déficit) comptable « Activités sous contrôle des tiers financeurs » : +649.838 €



II. INFORMATIONS GENERALES

1) Objet social de l'association

Créée en 1984 sous l'impulsion de Roger Hermet, l'APAJH du Val-d'Oise est une association (loi 1901) affiliée au réseau fédéral national APAJH – Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés.

L'APAJH du Val d'Oise a pour but :

1. La mise en œuvre de toute action destinée à favoriser l'épanouissement des personnes en situation de handicap et à assurer leur intégration dans les différents domaines de la vie.
2. D'agir auprès des pouvoirs publics pour qu'ils assurent aux personnes en situation de handicap et leurs familles l'aide morale et matérielle qui leur est due, pour qu'ils mettent en place les structures et les services permettant leur plein épanouissement par l'éducation, la culture, l'organisation des sports, des loisirs et des vacances, les soins propres à leur insertion dans le monde du travail.
3. D'assurer la représentation et l'intervention au nom des personnes en situation de handicap auprès des instances départementales et régionales ainsi que des partenaires sociaux :
 - Des personnes en situation de handicap,
 - Des parents, des familles et des tuteurs des personnes en situation de handicap qu'elle regroupe, sans distinction d'âge, de sexe, de religion ou de nationalité.
4. La représentation de l'association départementale auprès des partenaires sociaux et des pouvoirs publics locaux.
5. La création et la gestion d'établissements ou de services au bénéfice des personnes en situation de handicap destinés à les accueillir et/ou à les accompagner en mettant en place :
 - Les équipements nécessaires pour compléter les équipements publics existants,



- Des formules nouvelles d'éducation, de formation et d'intégration sociale et professionnelle,
- Des activités culturelles,
- Des centres de loisirs et de vacances,
- Des aides en direction de leurs familles.

6. D'entretenir entre les intéressés l'esprit d'entraide et de solidarité

7. D'assurer, au besoin, le suivi effectif des personnes en situation de handicap après la disparition de leur famille.

Depuis plus de 30 ans, l'APAJH du Val-d'Oise ouvre ses structures sans discrimination, à toutes les formes de handicaps, mental, moteur, pluri handicap, polyhandicap, associant des prestations éducatives, pédagogiques et de soins.

2) Nature et périmètres des activités

L'association regroupe 5 pôles d'activités qui sont les suivants :

- **Pôle enfance avec les établissements** : SESSAD Roger Hermet-Argenteuil ; SESSAD Roger Hermet-Sarcelles ; SESSAD Roger Hermet-Cergy ; SESSAD Professionnel - Le Plessis Bouchard ; CMPP Michel Bertrand ; IME Le Clos Fleuri ; IME Les Coteaux.
- **Pôle vie sociale** avec les établissements : SAVS-Argenteuil ; SAVS-Cergy ; SAVS Le Plessis Bouchard ; CITL – Gonesse ; Le foyer La Cerisaie ; le service MJPM.
- **Pôle vie professionnelle avec les établissements** : ESAT Les ateliers du Val d'Argent ; ESAT Les ateliers des Hauts de Cergy ; ESAT Simone et André Romanet ; ESAT Pierre Mondoloni ; ESAT Jean Claude Gauthé ; Entreprise adaptée Les quatre Vents.
- **Pôle autonomie avec les établissements** : MAS Professeur Macaigne ; MAS Simone et André Romanet ; MAS Odette Savage ; FAM de l'Hautil.
- **Le siège** regroupant toutes les activités supports (ressources humaines, comptabilité, qualité, informatique) et la direction générale.



3) Moyens mis en œuvre

Le Projet Associatif a été élaboré au terme d'une large consultation des acteurs internes ou associés de l'association. Il est inspiré par l'analyse des attentes des personnes accueillies ou accompagnées mais également des enjeux contemporains, nationaux, régionaux et départementaux propres aux personnes en situation de handicap et à leur famille. Le projet associatif de l'APAJH du Val-d'Oise fixe ainsi le socle commun aux collaborateurs associatifs, bénévoles élus et salariés.

Les principales ressources des établissements sont les suivantes :

Etablissements	Type de financement
SIEGE	ARS / Frais de siège
ASSOCIATION	Gestion propre
Pôle Autonomie	
MAS DOMONT	ARS
MAS SAINT LEU	ARS
MAS SARCELLES	ARS
FAM MENU COURT Soins	ARS
FAM MENU COURT Hébergement	CD
Pôle Vie Professionnelle	
ESAT ARGENTEUIL Social	ARS
ESAT ARGENTEUIL Commercial	Gestion propre
ESAT SAINT BRICE Social	ARS
ESAT SAINT BRICE Commercial	Gestion propre
ESAT GONESSE Social	ARS
ESAT Gonesse Commercial	Gestion propre
ESAT GOUSSAINVILLE Social	ARS
ESAT GOUSSAINVILLE Commercial	Gestion propre
ESAT CERGY Social	ARS
ESAT CERGY Commercial	Gestion propre
ENTREPRISE ADAPTEE	Gestion propre
Pôle Enfance	
IME ERMONT	ARS
IME LES COTEAUX	ARS
SESSAD	ARS
CMPP	ARS
Pôle Vie Sociale	
FOYER La Cerisaie	CD
CITL	CD
SAVS	CD
MJPM	Cohésion sociale
Foyer Saint leu FERME	Gestion propre



Le nouveau CPOM est rentré en application depuis le 1^{er} janvier 2022. Les objectifs sont les suivants :

- mise en œuvre opérationnelle, à l'échelle des établissements, des orientations stratégiques régionales (dont celles du projet régional de santé),
- validation des orientations et des projets stratégiques des établissements,
- et l'amélioration de la performance et de la gestion interne des établissements (dans un souci d'amélioration continue du service rendu aux usagers, de la performance et de l'efficacité de la dépense publique).

Dans la plupart des cas, nous recevons chaque mois une Dotation Globale Commune pour chaque structure.

Chaque année, la DGC définie est réajustée en fonction :

- Du taux directeur applicable ;
- Des Crédits Non Reconductibles (CNR) accordés par les financeurs ;

L'Association continue de facturer des « Prix de Journées » :

- Pour les IME, les usagers relevant de l'Amendement Creton dont l'orientation MDPH est FAM ou Foyer de Vie ;
- Pour les Foyers d'Hébergement : les personnes accompagnées domiciliées dans un autre département que le Val d'Oise ;
- Pour le SAVS : les personnes accompagnées domiciliées dans un autre département que le Val d'Oise.



III. FAITS CARACTERISTIQUES, PRINCIPES COMPTABLES, METHODE D'EVALUATION

1) Faits marquants de l'année 2024

- L'année 2024 a été une période de transformation cruciale pour notre organisation, illustrant notre engagement résolu envers l'amélioration du soutien offert aux bénéficiaires et des conditions de travail de nos équipes. Les changements au niveau de la direction, avec l'arrivée d'un nouveau directeur général et le remplacement de cadres clés, ont apporté une vision renouvelée et dynamisante.
- L'association a signé un accord pour **la reconstruction de l'IME Le Clos Fleuri**, marquant notre engagement envers l'amélioration des infrastructures et du cadre de vie pour les bénéficiaires.
- Le développement des Dossiers Usagers Informatisés a progressé, avec la création d'un poste de Délégué à la Protection des Données pour garantir la conformité au RGPD.
- Les travaux de rénovation se sont poursuivis sur **l'ESAT VAL D'ARGENT** : au 31/12/2024 le prêt débloqué s'élève à 1 872 024€ pour un montant total qui s'élève à 4.7M€. La mise en service du bâtiment devrait intervenir au 2eme trimestre 2025.
- En cours d'année, l'APAJH 95 a finalisé l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet immobilier pour **l'IME d'Argenteuil**.
- L'APAJH 95 a reçu le 29 mars 2023 un avis d'audience à victime fixée le 27 mars 2024 devant le tribunal correctionnel de Pontoise qui a par la suite été repoussée. L'enquête de police a mis en évidence un détournement de 0.6M€ sur les comptes du CSE. Ceci fait suite à la plainte contre « X » déposée en 2022 pour abus de bien social, abus de confiance et détournement de fond publics au regard des virements/retraits non justifiés sur le compte de fonctionnement du CSE.

2) Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement n'ayant une incidence significative sur les comptes annuels n'est intervenue à la date d'arrêté des comptes.



Dans le prolongement de sa plainte, l'APAJH 95 avait reçu le 29 mars 2023 un avis d'audience à victime fixée le 27 mars 2024 devant le tribunal correctionnel de Pontoise. Cette audience a été reportée deux fois : septembre 2024 et avril 2025.

Verdict du tribunal en première instance : l'ancienne trésorière du CSE est condamnée à deux ans d'emprisonnement avec sursis et doit restituer la somme de 627 520.71€ au CSE de l'APAJH et 117 872€ au titre du redressement URSSAF à l'APAJH 95.

Projet immobilier de reconstruction de l'IME Le Clos Fleuri.

La société KAUFFMAN&BROAD portera le projet (signature du protocole d'accord en décembre 2024) et la cession du terrain acquis par l'APAJH 95 interviendra sur le 1er semestre 2025.

3) Règlementation comptable

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation.
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Les postes d'actif et de passif du bilan ainsi que les postes de charges et de produits au compte de résultat sont inscrits sans compensation.

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément à la réglementation en vigueur résultant :

- Du règlement n°2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général en tenant compte de ses règlements ultérieurs modificatifs lorsque ces derniers sont applicables à l'entité ;
- Du règlement n°2018-06 de l'ANC du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et abrogeant le règlement N° 1999-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations en tenant compte de ses règlements ultérieurs modificatifs lorsque ces derniers sont applicables à l'entité ;



- Du règlement N° 2019-04 de l'ANC du 08 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif et abrogeant le chapitre II du titre I du livre V du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif en tenant compte de ses règlements ultérieurs modificatifs lorsque ces derniers sont applicables à l'entité ;

4) Dérogation aux principes comptables

Néant.

5) Agrégation des comptes de l'association

L'association gère des établissements dont la gestion est contrôlée ou dont la gestion est libre. Ces établissements tiennent une comptabilité séparée (art. R314.82 CASF) et des comptes de liaison qui enregistrent toutes les opérations entre établissements et services. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, il a été effectué :

- Une sommation des différentes comptabilités,
- Une élimination des opérations internes de l'Association. Il s'agit des créances et dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison, des frais de services gérés en commun et des prestations réciproques.

Le résultat comptable de l'Association est déterminé par différence entre les produits et les charges. Le résultat comptable comprend :

- Le résultat définitivement acquis des « Activités en gestion propre »,
- Les résultats sous contrôle des tiers financeurs des « Activités contrôlées ». Les résultats sous contrôle des tiers financeurs ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les autorités compétentes qui se prononcent sur l'opposabilité des dépenses et des ressources en application de l'article R314-52 du CASF.

En ce sens, deux niveaux de résultats apparaissent :

- le résultat comptable en conformité avec les principes et règles comptables en vigueur. Ce résultat est arrêté par le Conseil d'Administration.
- le résultat effectif sous-contrôle du tiers financeur qui correspond au résultat comptable auquel on ajoute les résultats antérieurs repris.



6) Principales méthodes retenues

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée d'utilisation prévue :

- Frais d'établissement	5 à 10 ans
- Constructions	10 à 50 ans
- Matériel et outillage	5 à 15 ans
- Matériel roulant	5 ans
- Agencements et aménagements	5 à 20 ans

Stocks

La valeur brute des stocks comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire du stock est inférieure à sa valeur comptable.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont reprises au compte de résultat linéairement au même rythme que les actifs subventionnés. Elles sont présentées au bilan, nettes d'amortissement.

Valeurs mobilières de placement



La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les valeurs mobilières de placements sont évaluées suivant la méthode « Premier Entré, Premier Sorti ». Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Charges et produits des établissements dont la prise en charge est différée

Le traitement de certaines charges différées par les autorités de tarification. Il s'agit :

- Des dettes pour congés payés ;
- Des provisions pour indemnités de fin de carrière refusées par les autorités de tarification.

Ces charges sont financées au moment de la réalisation et non au moment du fait générateur de l'obligation dans l'entité, ce qui entraîne une distorsion entre la règle comptable et les modalités de financement qu'il fallait retracer.

Ce décalage était traité dans des comptes spécifiques de racine comptable 116. L'application du règlement ANC n° 2019-04 regroupe la comptabilisation de l'ensemble des charges ou produits dont la prise en charge est différée dans un seul compte, le compte 11592 : Report à nouveau constitué des charges et produits des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée dont la prise en compte est différée.

Charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification

Les articles R. 314-52 et R. 314-236 du code de l'action sociale et des familles (CASF) permettent à l'autorité de tarification de rejeter des charges comptabilisées en tant que telles dans les comptes de l'entité gestionnaire. Ce rejet a pour conséquence d'augmenter le résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée des établissements du montant des charges rejetées.

Avec l'application du règlement ANC n° 2019-04, les sommes rejetées sont désormais comptabilisées dans deux comptes :

- Compte 115910 lorsque l'entité conteste le rejet,
- Compte 119000 lorsque les recours sont épuisés.

N'ayant contesté aucun rejet, toutes nos dépenses refusées ont été enregistrées dans le compte 119000 « Report à nouveau ».



Les fonds dédiés

Peut être qualifié de fonds dédié, selon les dispositions de l'article 132-1 du règlement ANC 2018-06, l'autorité de tarification doit avoir expressément dédié ce financement à un projet défini. Figure en fonds dédiés la partie de ces contributions qui n'a pu être utilisée en totalité à la clôture d'un exercice.

Sont aussi inscrits, le cas échéant, les montants non utilisés pendant l'exercice des ressources suivantes :

- subventions d'exploitation,
- contributions financières reçues d'autres personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- ressources liées à la générosité du public comprenant les dons manuels, le mécénat, les legs, donations et assurances-vie.

Utilisation des fonds dédiés (immobilisations amortissables) (Article 132-3 du règ . ANC 2018-06)

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini, par le crédit du compte « Utilisations de fonds dédiés ».

Sont comptabilisés au crédit du compte « Utilisation de fonds dédiés » :

- les montants des charges d'exploitation comptabilisées dans l'exercice et affectées à la réalisation d'un projet défini ;
- les montants rapportés annuellement en produits des immobilisations acquises ou produites et affectées à la réalisation d'un projet défini sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement des immobilisations concernées.

Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées lorsque l'association a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'évènements passés, qu'il est probable que le versement d'avantages économiques sera nécessaire pour régler cette obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée.

Indemnités de fin de carrière

A la clôture de cet exercice l'association n'est pas en mesure de procéder à estimations fiables et pertinentes des engagements de retraites pour l'ensemble de ces salariés. Le



logiciel, n'a pas pu faire l'objet du paramétrage nécessaire à cet effet. En 2024, le paramétrage n'a pas pu être établi.

Cotisations (Article 142-1 du règ. ANC 2018-06)

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur. Les autres cotisations sont appelées cotisations avec contrepartie.

Pour l'Association, les cotisations sont sans contrepartie et sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

Contributions volontaires

L'association a décidé de valoriser les contributions volontaires en application du règlement ANC N°2018-06. Le montant s'élève à 115.164 € pour la valorisation du bénévolat.

Pour arriver à ce chiffre, l'association a mis en place un relevé des heures qui ont été ensuite valorisées au taux horaire de 28,85 € (taux correspondant à un poste de directeur) sur la base d'un coefficient à 1 113,60 (sauf pour la présidente qui a un coefficient de 1 280 avec un taux horaire à 33.17€). Le taux de charges patronales a été fixé à 64 % de la rémunération brute.



IV. TABLEAUX EXPLICATIFS DU BILAN ET COMPTE DU RESULTAT

1) Immobilisations

Libellé	Immobilisations au 31 décembre 2023	Acquisitions 2024	Cessions ou mises au rebut 2024	Immobilisations au 31 Décembre 2024
Immobilisations incorporelles	1 540 324	121 722	67 184	1 594 862
Frais d'établissement	333 587	103 695		437 282
Frais de recherche et de développement	0			0
Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.	146 190	18 027	34 892	129 325
Fonds commercial	32 292		32 292	0
- dont droit au bail	32 292		32 292	0
Autres immobilisations incorporelles	1 028 255			1 028 255
Immobilisations incorporelles en cours				0
Total Immobilisations incorporelles	1 540 324	121 722	67 184	1 594 862
Immobilisations corporelles	58 953 727	5 474 942	589 216	63 839 453
Terrains	4 286 762	60 450	836	4 346 376
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure				0
Constructions	32 980 562	405 789		33 386 351
Installations, matériel et outillage techniques	4 374 262	327 979	73 225	4 629 016
Autres immobilisations corporelles	15 161 056	1 351 280	382 237	16 130 099
Immobilisations corporelles en cours	2 151 085	3 329 444	132 918	5 347 611
Total Immobilisations corporelles	58 953 727	5 474 942	589 216	63 839 453
Immobilisations financières	1 751 373	278 565	48 681	1 981 257
Participations				
Créances rattachées à des participations	1 509	15 000		16 509
Autres titres immobilisés	815 994	135 964	47 844	904 114
Prêts	718 867	118 069		836 936
Autres immobilisations financières	215 003	9 532	837	223 698
Total Immobilisations financières	1 751 373	278 565	48 681	1 981 257
TOTAL IMMOBILISATION	62 245 424	5 875 229	705 081	67 415 572

2) Amortissements

Libellé	Amortissements et déprec. au 31/12/2023	Dotations 2024	Diminutions 2024	Amortissements et déprec. au 31/12/2024
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles	1 309 044	50 239	0	1 359 283
Frais d'établissement	319 554	15 375		334 929
Frais de recherche et de développement				0
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et val. sim.	119 664	34 864		154 528
Fonds commercial (établissements privés)				
- dont droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles	869 826			869 826
Immobilisations incorporelles en cours				
TOTAL amortissements et dépréciations des immob. incorporelles	1 309 044	50 239	0	1 359 283
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles	35 122 632	2 683 837	385 382	37 421 087
Terrains				
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	9 167			9 167
Constructions sur sol propre	18 758 892	1 049 056		19 807 948
Constructions sur sol d'autrui	2 067 858	210 923		2 278 781
Installations, matériel et outillage techniques	3 275 458	349 489	67 543	3 557 404
Autres immobilisations corporelles	11 011 257	1 074 369	317 839	11 767 787
Immobilisations corporelles en cours				
TOTAL amortissements et dépréciations des immob. corporelles	35 122 632	2 683 837	385 382	37 421 087
Dépréciations des immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	0			0
Prêts				
Autres				
TOTAL dépréciations des immobilisations financières	0	0	0	0
TOTAL AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	36 431 676	2 734 076	385 382	38 780 370



3) Etat des Créances

ETAT DES CREANCES	Montants bruts	DEGRES DE LIQUIDITE	
		A -1 an	Plus d'1 an
ACTIFS IMMOBILISEES	1 060 634	0	1 060 634
Prêts	836 936		836 936
Autres (dépôts et cautionnements)	223 698		223 698
ACTIFS CIRCULANTS	3 898 160	3 810 703	87 457
Avances et acomptes versés	6 115	6 115	
Créances usagers	2 789 552	2 702 095	87 457
Autres créances	861 157	861 157	
Charges constatées d'avance	241 336	241 336	
TOTAL	4 958 794	3 810 703	1 148 091

Les prêts correspondent au prêts « effort construction » et les créances douteuses sont classées à plus d'un an.

4) Provisions pour dépréciation

DEPRECIATION	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Reclassement	31/12/2024
Autres titres immobilisés	0		0		0
Stocks et en-cours	0	0	0		0
Comptes usagers	219 563	43 716	176 481	659	87 457
TOTAL	219 563	43 716	176 481	659	87 457

Au cours de l'exercice 2023 avait été notamment constituée une provision de 168K€ pour couvrir le risque de prescription et/ou de recouvrement de facturations en prix de journée sur un des Foyers de l'APAJH. Les sommes ayant pu être recouvrées la provision a été reprise en 2024.



5) Charges constatées par avance

Les charges constatées par avance s'élèvent à 241 336 €. Elles sont principalement constituées de charges récurrentes d'exploitation qui seront reportées sur le résultat de l'année prochaine.

6) Fonds propres

	Solde 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Reclassement	Solde 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	2 483 927	0	0	0	2 483 927
Fonds propres avec droit de reprise	2 446 720	0	0	0	2 446 720
Ecart d'évaluation	0	0	0	0	0
Réserves	24 488 146	6 052 736	1 000 121	0	29 540 760
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>12 258 253</i>	<i>5 731 169</i>	<i>663 089</i>	<i>0</i>	<i>17 326 333</i>
Report à nouveau	232 806	5 295 123	11 178 700	0	-5 650 771
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>3 372 957</i>	<i>4 983 622</i>	<i>10 834 244</i>	<i>0</i>	<i>-2 477 665</i>
Résultat / (-) Déficit	-1 004 377	880 886	-1 004 377	0	880 886
<i>Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	<i>-757 644</i>	<i>649 782</i>	<i>-757 644</i>	<i>0</i>	<i>649 782</i>
Subventions investissements	1 476 257	84 851	215 264		1 345 844
Provisions réglementées	2 855 702	355 325	13 637	0	3 197 390
TOTAL	32 979 181	12 668 921	11 403 345	0	34 244 757

7) Résultat effectif

Le règlement ANC 2019-04 introduit une nouvelle notion de résultat effectif, qui correspond au résultat de l'exercice de l'entité gestionnaire, corrigé des reprises de résultat des années antérieures.

Ce résultat effectif correspond au résultat qui n'a pas encore fait l'objet d'une notification d'affectation de la part de l'autorité de tarification.



TABEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBALE DE L'ENTITE	31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT COMPTABLE	880 830	-1 004 377
Reprise du résultat antérieur	0	-130 933
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	880 830	-873 444
Dont résultat effectif sous gestion propre	231 049	-246 733
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	649 781	-626 711

8) Détermination des résultats administratifs :

ANNEE 2024	Résultat comptable 2024	Provisions CP et CET	Résultat Administratif 2024 ERRD/CA	Charge ou recette à refuser	Résultat administratif 2024 à affecter
MAS Domont	155 460	13 998	169 458	0	169 458
MAS Sarcelles	177 347	11 621	188 968	0	188 968
MAS Saint Leu	80 346	10 059	90 405	0	90 405
FAM Menucourt soins	-396 419	5 764	-390 655	0	-390 655
FAM hébergement	250 210	25 771	275 981		275 981
Pôle Autonomies	266 945	67 212	334 157	0	334 157
IME Ermont	-426 320	32 363	-393 957	0	-393 957
IME Argenteuil	-151 206	18 749	-132 457	0	-132 457
SESSAD (3 antennes)	612 623	8 108	620 731	0	620 731
CMPP	421 333	22 015	443 348	0	443 348
Pôle Enfance	456 431	81 235	537 666	0	537 666
Foyer la Cerisaie	159 503	-67 013	92 490		92 490
SAVS (3 antennes)	144 250	3 335	147 585		147 585
CITL	79 350	3 854	83 204		83 204
Service MJPM	37 157	36 951	74 108	0	74 108
Pôle Vie sociale	420 261	-22 873	397 388	0	397 388
Siège	-540 855	39 342	-501 513		-501 513
Total Siège	-540 855	39 342	-501 513	0	-501 513
ESAT Argenteuil Social	-177 709	-68 573	-246 282	0	-246 282
ESAT Cergy Social	-16 215	13 357	-2 858	0	-2 858
ESAT Saint Brice Social	84 153	-4 988	79 165	0	79 165
ESAT Gonesse Social	125 533	15 294	140 827	0	140 827
ESAT Goussainville Social	31 239	16 570	47 809	0	47 809
Pôle Vie prof gestion contrôlée	47 000	-28 340	18 661	0	18 661
Total Gestion contrôlée	649 782	136 576	786 358	0	786 358
ESAT Argenteuil Com	281 302	0	281 302	0	281 302
ESAT Cergy Com	295 170	0	295 170	0	295 170
ESAT Gonesse Com	31 686	0	31 686	0	31 686
ESAT Goussainville Com	33 708	0	33 708	0	33 708
ESAT Saint Brice Com	-95 200	0	-95 200	0	-95 200
Entreprise Adaptée Com	-203 279	0	-203 279	0	-203 279
Pôle Vie professionnelle Cal	343 387	0	343 387	0	343 387
Associatif	-112 338	0	-112 338	0	-112 338
Total Associatif	-112 338	0	-112 338	0	-112 338
Total Gestion propre	231 049	0	231 049	0	231 049
TOTAL	880 830	136 576	1 017 407	0	1 017 407



L'affectation des résultats proposée par l'APAJH 95 sera soumise au contrôle des tiers financeurs.

9) Provisions réglementées et provisions pour risques et charges

PROVISIONS	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Reclassement	31/12/2024
Provisions réglementées	2 855 703	355 325	13 637		3 197 391
TOTAL	2 855 703	355 325	13 637	0	3 197 391
Provisions pour risques et charges					
Provisions pour litiges	275 000	430 000	35 000		670 000
Provisions pour impôts	34 888	51 234	0		86 122
Provisions pour gros ent /révision	60 000				60 000
Autres provisions pour charges	33 813				33 813
TOTAL	403 701	481 234	35 000	0	849 935
TOTAL PROVISIONS	3 259 404	836 559	48 637	0	4 047 326

10) Fonds dédiés

FONDS DEDIES	Solde 31/12/2023	Dotation	Utilisation	Rclassement	Solde 31/12/2024
Fonds dédiés à l'exploitation	2 209 364				1 876 037
FD à la formation	742 631	45 195	172 481		615 345
FD CNR financeur	458 934	31 320	28 105		462 149
FD CNR gratifications	49 027	77 645	12 854		113 818
FD COVID CD	120 014		18 832		101 182
FD transport des externes	729 893	26 300	250 346		505 847
FD contrats aidés	63 079		26 644		36 435
FD COVID	28 899		2 374		26 525
FD CNR HORS ARS/CD	7 630				7 630
FD Coop IME20	9 257		2 151		7 106
Fonds dédiés liés à l'investissement	6 000 333	976 800	555 676		6 421 457
Fonds dédiés sur contribution financières	9 929		720	0	9 209
TOTAL	8 219 626	1 157 260	1 070 183	0	8 306 703



Les fonds dédiés liés à l'investissement supérieurs à deux ans sont liés à des projets immobiliers importants, en cours de réalisation ou à venir pour la plupart

FONDS DEDIES	Solde 31/12/2024	< 2 ANS	> 2 ANS
Fonds dédiés à l'exploitation	1 876 037	753 529	1 122 508
FD à la subvention Coop IME	7 106		7 106
FD à la formation	615 345	149 776	465 569
FD CNR financeur	462 149	376 857	85 292
FD CNR gratifications	113 818	102 699	11 119
FD COVID CD	101 182	65 200	35 982
FD transport des externes	505 847	30 789	475 058
FD contrats aidés	36 435	1 683	34 752
FD COVID	26 525	26 525	0
FD CNR HORS ARS/CD	7 630		7 630
Fonds dédiés liés à l'investissement	6 421 457	1 728 008	4 693 449
Fonds dédiés sur contributions financières	9 209	381	8 828
TOTAL	8 306 703	2 481 918	5 824 785

11) Etat des dettes

ETAT DES DETTES	Montants bruts	ECHEANCES		
		A - 1 an	> 1an <= 5 ans	> 5 ans
Emprunts auprès des banques	6 745 486	691 749	2 612 147	3 441 590
Dépôt et cautionnement	5 492		5 492	
Dettes fournisseurs	1 781 140	1 781 140		
Dettes fiscales et sociales	7 472 654	7 472 654		
Dettes sur immobilisation	2 731	2 731		
Autres dettes	157 888	157 888		
Produits constatés par avance	0	0		
TOTAL	16 165 392	10 106 163	2 617 639	3 441 590

Le déblocage du nouvel emprunt pour l'ESAT du Val d'Argent étant à ce jour partiel (1.8M€ sur les 4.5M€ du contrat), la dette a été classée à plus de 5 ans.



12) Produits constatés par avance

Aucun produit constaté d'avance n'a été comptabilisé en 2024.

13) Charges à payer

Charges à payer	31/12/2024
Fournisseurs non parvenus	402 523
Dettes sociales	3 724 911
Dettes fiscales	283 296
Autres Dettes	127 107
Emprunts intérêts courus	68 269
TOTAL	4 606 107

14) Produit à recevoir

Produits à recevoir	31/12/2024
Clients- Usager	190 885
Créances sociales & fiscales	171 604
Subventions à recevoir	310 061
Autres produits à recevoir	296 074
Intérêts courus sur placements	830 616
TOTAL	1 799 240



15) Résultat financier et exceptionnel

CHARGES FINANCIERES	TOTAL	PRODUITS FINANCIERS	TOTAL
Intérêts et charges assimilées	211 601	Intérêts et produits assimilés	596 735
Provision IS / Produits des VMP	51 234	Autres produits financiers	0
Total	262 835	Total	596 735
Résultat financier (produit)	333 900		

CHARGES EXCEPTIONNELLES	TOTAL	PRODUITS EXCEPTIONNELS	TOTAL
Sur opérations de gestion	125 650	Sur opérations de gestion	85 803
Sur opérations en capital	65 884	Sur opérations en capital	190 958
Autres charges exceptionnelles	355 325	Autres produits exceptionnels	13 637
Total	546 859	Total	290 398
Résultat exceptionnel (produit)	- 256 461		

16) Tableau de ventilation des produits d'exploitation

Ventilation des produits d'exploitation	2 024	2 023	Var
Cotisations	8 618	3 968	4 650
Dons	0	19 042	-19 042
Ventes de biens et services	5 308 282	5 149 721	158 561
Production immobilisée	16 715	9 110	7 605
Dotations globales de financement	49 901 413	48 477 044	1 424 369
Prix de journées	1 093 575	1 201 488	-107 913
Complément de rémunération des travailleurs handicapés	6 508 479	6 639 398	-130 919
Autres produits de la tarification	0	0	0
Subventions	367 897	342 416	25 481
Utilisations de fonds dédiés (reprises)	1 070 182	717 538	352 644
Reprises de provisions	211 481	261 813	-50 332
Transferts de charges	190 551	193 501	-2 950
Autres produits	941 140	936 887	4 253
Total	65 618 335	63 951 926	1 666 407



V. AUTRES INFORMATIONS RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS

1) Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés

En application de l'article 20 de la Loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés s'est élevée à 0€. En effet les trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés sont le Président, le Trésorier et le Secrétaire général, l'indication par ailleurs de la rémunération du Directeur général salarié conduirait à donner une information individuelle.

2) Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires pour l'exercice 2024 ont été comptabilisés en charge pour 55.000 euros HT.

3) Effectifs

Catégories	Nombre	ETP
CDI	741	701
Education nationale	7	0,26
CDD	66	65
Contrats aidés	17	17
TOTAL	831	783,26

4) Engagements hors bilan

Les cautions et garanties données ou reçues sont les suivantes :

Banque Populaire Rive de Paris

- Engagements par signatures données par la banque pour une valeur de 1 601 140 €.
- Engagements par signature, caution personnelle et solidaire de la BP : garant ville de Cergy pour une valeur de 2 500 000 €.

Crédit coopératif

- Nantissement de comptes financiers pour un montant de 196 000 € sur le prêt n°118599C du CMPP dont le capital restant dû est de 205K€ au 31.12.2024 et 154 010€ sur le prêt 118596C du SESSAD.
- Cautionnement à hauteur de 30 % sur le capital restant dû au 31/12/2022 des prêt n° 118601C du CMPP et n°118595C du SESSAD pour un montant 258.394 € auprès du CEGEC.